interrogation

BULLETIN ŒCUMENIQUE



A Michel Raccaud

L'autre jour, Michel
J'ai reçu une lettre de la Paroisse de Morges.
Elle m'invitait,
Comme beaucoup de monde, je pense,
A venir participer au culte du 2 juin,
Ce serait ton dernier culte en tant que titulaire...
A la Paroisse de Morges...

Cela m'a fait remonter
Beaucoup d'images
Vaumarcus, le camp biblique
Quand tu arrivais avec le corps d'élite des G.V.
Dynamisme, souvenir, enthousiasme, gaieté...
Des tas de gens que j'allais rencontrer par la suite.

Et puis tu as créé les G.V.O.M.,
Le Lesotho transformé en Haïti
Une immense aventure
Offrir à des plus jeunes l'occasion
De participer à la mission de l'Eglise... en équipe...
Certains ne seraient jamais partis...
Révolution...

Faire prendre au sérieux l'engagement des jeunes,
Tu t'es battu, tu y croyais et tu voulais qu'on y croie.
Et il a bien fallu qu'on y croie.
L'entrée au Département Missionnaire.
Les GVOM c'est différent, mais ça doit faire partie
De l'institution... (sans se faire bouffer).
Reconnaissance et prise au sérieux réciproque.

Et cela fait plus de 25 ans que ça dure les GVOM
MERCI Michel.

?

Evidemment tu penses bien que Clément
Me remonte au coeur.
Que de séances, d'empoignades, de rires...
Marguerite, Françoise, ton père,...
Laure-Lise dont tu parlais souvent
La confiance que tu m'as faite à mon arrivée... (de Genève)

Un jour tu nous as dit:
Il ne faut pas s'éterniser, j'ai fait un bout de la route,
A vous la suite (il faut le faire).

Je t'avais choisi comme défenseur
Pour mon procès d'objecteur
J'avais besoin de ta rigueur
Que tu m'aides à trier
Dans tout ce qui me rebouillait, ce qu'il était utile de dire.

Et puis je t'ai revu,
Quand je suis intervenu comme animateur
Pour un travail de réflexion avec le Conseil
De ta Paroisse à Morges
Et je t'ai retrouvé
Ta voix, tes expressions, ton amour de l'Evangile
Ton amour de l'Eglise, ton amour des gens.
Tes intransigeances à cause de tout cela.

Et puis encore un mot
A moi, un Genevois, arrivé juste après la fusion de l'Eglise vaudoise...
Tu es un de ceux qui m'a fait découvrir
L'engagement profond, le dynamisme, la force vive
Des membres de l'Eglise Libre...

Si j'ai bien compris
Cette lettre voulait dire
Que l'heure de la retraite sonne
Alors ne travaille pas trop...
Continue quand même pasteur,
Et cultive ton humour qui est si tonique.

Gilbert Zbären



Si près de toi, mon Dieu

J'ai chaud, je transpire et j'étouffe. Comme la météo avait annoncé un réchauffement des températures et que la saison de ski était terminée, tous les télécabines, téléskis et autres tire-fesses étaient arrêtés. Donc, pour arriver tout en haut de la montagne il fallait marcher.

Doux Jésus! Comme on oublie vite de grimper quand on est citadine et sédentaire.

Que c'est dur, que c'est dur! Naturellement pour arranger le tout il a, contre toute attente, neigé. Il y a au moins trente centimètres de belle poudreuse, même pas mouillée. Devant moi, ouvrant le chemin, la collègue qui m'a entraînée dans cette histoire, avance lentement, mais vaillamment.

Je mets mes pieds dans la trace des siens. Au début ça ne va pas trop mal, mais ensuite et à mesure que la montée devient plus raide, je suis de plus en plus maladroite. Françoise met un pied après l'autre, moi aussi dans ses propres traces, moi je glisse, et elle pas!

Je m'arrête pour souffler et je profite de ce répit pour admirer le paysage. Gstaad est à mes pieds tout blanc, tout blanc, entourée par des montagnes toutes blanches, toutes blanches. Une vraie carte postale!

Je m'oblige à effectuer cinquante pas l'un après l'autre calmement, régulièrement et après... arrêt... et ainsi pendant les 800 mètres qui me séparent du pré d'où je vais m'élancer.

J'y arrive. Ouf! J'ai le souffle coupé par l'effort, le paysage et la trouille.

D'autres membres du club sont déjà prêts au départ, leurs parapentes bien étalés sur la neige. Un... deux... trois! Ils courent, s'élancent sur le vide et comme par enchantement leurs parapentes coloriés grimpent vers les nuages les amenant dans un vol silencieux faire des ronds dansants dans le ciel de Gstaad.

Je me prépare au départ avec Michel, le moniteur. Nous allons voler ensemble avec un immense parapente jaune et rouge. Je trouve quand même les ficelles qui soutiennent le soi-disant siège un peu fines.

Il me donne calmement les instructions, que j'écoute à peine:

– On court, tu continues à courir même quand tu ne touches plus le sol.

Après je te ramène devant moi, et on vole ainsi l'un devant l'autre, comme un tandem. Pour atterir, nous reprendrons la position côte à côte et nous marcherons tranquillement en touchant le sol.

Mon cœur bat très bien, je l'entends parfaitement! Mes jambes sont molles et je vois très loin et très bas notre «atterro» (point d'atterrissage selon le jargon des parapentistes).

Je cours dans la neige, je trébuche, je tombe et Michel avec moi. Nous sommes entourés partout de ficelles. Je ne me suis jamais sentie aussi attachée à quelqu'un!

On recommence, après déficellage, on court, je trébuche à nouveau dans la neige... je me sens soulevée en douceur, je ne touche plus terre... et j'ouvre les yeux.

Je les referme tout de suite, j'ai vu mes pieds, et plus loin que mes pieds le sol qui s'éloigne et les sapins qui retrécissent rapidement. Je monte!

Michel m'a poussée devant lui et je me retrouve aux premières loges pour voir... pour cela il faudra rouvrir les yeux!

C'est incroyablement époustouflant. Pas de bruit, pas de vent, puisqu'on se laisse porter par lui. A nos pieds Gstaad dans toute sa blancheur. Le froid me fait larmoyer, je bats rapidement des paupières pour retrouver ma vision (je ne suis pas sûre de tenter cette expérience deux fois), je dois en profiter au maximum.

Mon corps est léger, j'ai peur de tourner la tête à droite ou à gauche, j'ai peur qu'elle tombe, j'ai peur de perdre une partie de mon corps, de glisser inexplicablement vers le sol ou que mon partenaire me quitte en plein vol! Tout cela n'est pas rationnel, j'en conviens, mais ce sont bien mes pensées. En ce moment, je ne contrôle pas la situation.

Michel me propose d'actionner les freins du parapente pour faire des détours. J'ai un cri du cœur: «Non, non! Ne fais pas de trucs... ça va très bien comme ça».

Pas courageuse eh? Mais ça ne fait rien j'ai senti pendant le vol et la descente vers les prés qui entourent Gstaad le plaisir et la grâce de me croire nuage, oiseau, ange et presque en apesanteur dans le ciel.

Je sais que Dieu n'est pas spécialement en haut ou en bas, mais je me suis sentie si près, si près...

L'atterrissage s'est passé en douceur. Non, je n'ai pas marché, mes jambes m'ont lâchée et j'ai atterri... sur le petit siège...

Je suis restée immobile, j'étais encore en plein ciel. Toutes ces émotions, ce froid, ce chaud, cette impression de vie intense m'ont bouleversée. J'ai souri et il paraît que j'ai gardé ce sourire longtemps.

Pas de regrets pour les efforts accomplis, ni pour le froid, ni pour la peur. Je recommencerai bientôt.

Régina Mustieles





Pourquoi le tiers monde?

Manuel à l'usage des jeunes générations

B. Veit – H.O. Wiebus
L'Harmattan, mars 1991,
141 pages

Le «Tiers monde»: le mot date d'il y a une trentaine d'années au moment où de plus en plus d'Etats d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique sont devenus indépendants. Ces Etats ont essayé de trouver leur place dans la politique mondiale, ni dans le «Premier monde» qui regroupe les pays industrialisés, ni dans le «Deuxième monde» qui regroupe les nations industrielles de l'Est. Petit à petit, le mot «Tiers monde» a été utilisé pour décrire la pauvreté des pays de la moitié sud du globe.

Après cette mise au point, les auteurs essaient d'apporter des réponses nuancées aux innombrables questions que se posent les enfants et adolescents sur ces pays.

- Pourquoi la faim et la guerre existent-elles?
- Pourquoi la plupart des gens de ces pays sont-ils pauvres?
- Pourquoi les pays du tiers monde doivent-ils tant d'argent?
- Pourquoi les droits de l'homme ne sont-ils pas respectés?

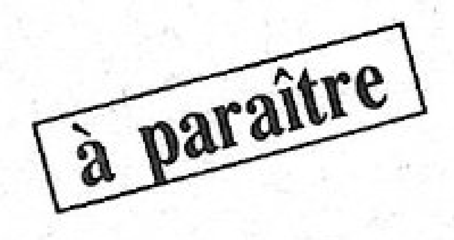
Pour répondre à ces questions, les auteurs essaient d'éclairer les relations existant entre les riches et les pauvres. Mais ils précisent aussi qu'il n'y a pas que la misère dans ces pays et qu'on y vit aussi content et heureux... la vie y est très différente.

Dans le dernier chapitre, «aider le développement», les auteurs aident le lecteur à porter un regard critique sur l'aide que les pays industriels accordent aux pays du tiers monde. Est-elle si désintéressée que cela? Est-elle cohérente et adaptée aux besoins et aux possibilités du pays? Le don et la charité suffisent-ils?

C'est un livre très intéressant, même s'il n'est pas parfait, même s'il ne répond pas à toutes les questions (ce n'est pas le but). Il permet aux jeunes de comprendre des problèmes compliqués et surtout d'éviter un certain nombre d'erreurs qu'ils seraient amenés à commettre dans un élan de générosité.

Josiane Le Coat

Cotmec, N° 134



Suisse
partenaire du monde

La Commission nationale suisse Justice et Paix publie ces jours une étude sur la coopération multilatérale au développement. A l'heure des négociations pour une éventuelle adhésion helvétique au FMI, cette étude permet de mieux saisir les enjeux, pour notre pays, d'un engagement sous forme de coopération multilatérale au sein d'organisations internationales de développement tout en offrant de repères éthiques pour notre solidarité avec le tiers monde.

Les premiers chapitres de cette étude ont le mérite de présenter très clairement la structure complexe et les enjeux du système des organisations internationales, allant des institutions financières (FMI, Banque mondiale,...) aux organismes de coopération technique et d'aide humanitaire (PNUD, HCR, OMS,...) en passant par les plates-formes de négociation (CNUCED, GATT,...). De même, les principaux regroupements de pays indiquant les rapports de force prévalant au sein des instances internationales sont décrits (Club de Paris, Groupe des 77,...).

Puis c'est la coopération suisse au développement qui est passée au crible de l'analyse en comparant, chiffres à l'appui, l'évolution des coopérations bilatérale et multilatérale. Alors qu'actuellement la distinction est souvent assez floue (la DDA parle même de coopération "multi-bilatérale"), la Commission Justice et Paix propose une définition de l'aide, respectivement bilatérale et multilatérale, qui est fondée non sur la manière dont les versements sont effectués (comme c'est le cas maintenant), mais sur la nature de l'organisme qui en assure la gestion. En effet, il apparaît bien plus important de savoir qui utilise les ressources mises à disposition, quel usage en est fait et quels objectifs sont poursuivis, plutôt que de distinguer la manière dont sont gérés ces fonds. Une telle définition est nécessaire pour que des choix clairs puissent être faits quant aux partenaires internationaux à privilégier.

L'analyse assez technique est judicieusement complétée par un ensemble de repères éthiques. La notion de développement étant trop souvent réduite à la croissance économique sur le modèle de nos sociétés occidentales, les valeurs économiques ont supplanté celles proclamant les droits de l'homme. Pourtant, le respect de la dignité humaine doit passer avant toute chose. Sur le plan international, cela suppose la reconnaissance de la communauté de destin de l'ensemble de la famille humaine.

L'étude se termine sur des suggestions pour une présence suisse de qualité dans les organismes multilatéraux de développement, mettant notamment en exergue une neutralité au service du bien commun. Plus concrètement, la position suisse dans les négociations internationales (y compris commerciales) devraient s'inspirer des objectifs définis par la loi fédérale sur la coopération au développement. Une adhésion au FMI et à la Banque mondiale ne devrait par conséquent être envisagée que si nos représentants au sein de ces institutions s'inspirent de ces objectifs.

"La Suisse, partenaire du monde": une analyse dont la lecture est à recommander aussi bien au profane (de nombreux encadrés et résumés facilitent la lecture) qu'au spécialiste. ■

D.Bi

Disponible au secrétariat *Cotmec,* **16, bd du Pont d'Arve, 1205 Genève, 022/29 26 81 au prix de 18 francs (160 pages)**



?

Petit rappel des neuf raisons à la grève du 14 juin

1. La démocratie bafouée

Les femmes se sont mises en grève pour demander le respect du droit.

Depuis dix ans, l'art. 4 de la Constitution, voté par le peuple, est bafoué tous les jours et impunément. Pire, alors que les discriminations à l'encontre des femmes demeurent, on veut, sous prétexte d'égalité, faire entrer les femmes dans l'armée et élever l'âge de leur retraite. La révision de la loi sur la nationalité suisse est un autre exemple de cette stratégie régressive visant à réaliser l'égalité par le bas.

Nous voulons l'application de la Constitution et l'égalité des droits dans la réalité!

2. Les salaires des femmes sont inférieurs d'un tiers à ceux des hommes

Selon l'Ofiamt, en Suisse le salaire moyen des femmes est d'environ 30% inférieur à celui des hommes. Cet écart n'a pratiquement pas diminué en dix ans ! Par exemple: en 1981 le salaire moyen d'un ouvrier était de Fr. 15,58 de l'heure et celui d'une ouvrière de Fr. 10,57 de l'heure. L'écart était de 32,2%. En 1989, le salaire moyen d'un ouvrier était de Fr. 21,23 de l'heure et celui d'une ouvrière de Fr. 14,39 de l'heure. L'écart est de 32,2%. Notons également que les secteurs professionnels traditionnellement féminins sont sous-payés.

Nous voulons un salaire égal pour un travail de valeur égale et une loi fédérale qui aide à l'obtenir; des salaires décents permettant de vivre, car le salaire féminin n'est pas un salaire d'appoint; la pleine considération du travail des femmes.

3. Le harcèlement sexuel, insulte à la dignité des femmes au travail

La plupart des employeurs ignorent volontairement le problème. Si un cas se présente dans leur entreprise, ils protègent le harceleur. Conséquence: beaucoup de femmes quittent leur emploi ou sont finalement licenciées pour cette raison. Le harcèlement sexuel doit être combattu car il représente une atteinte au droit des femmes de travailler dans le respect de leur dignité.

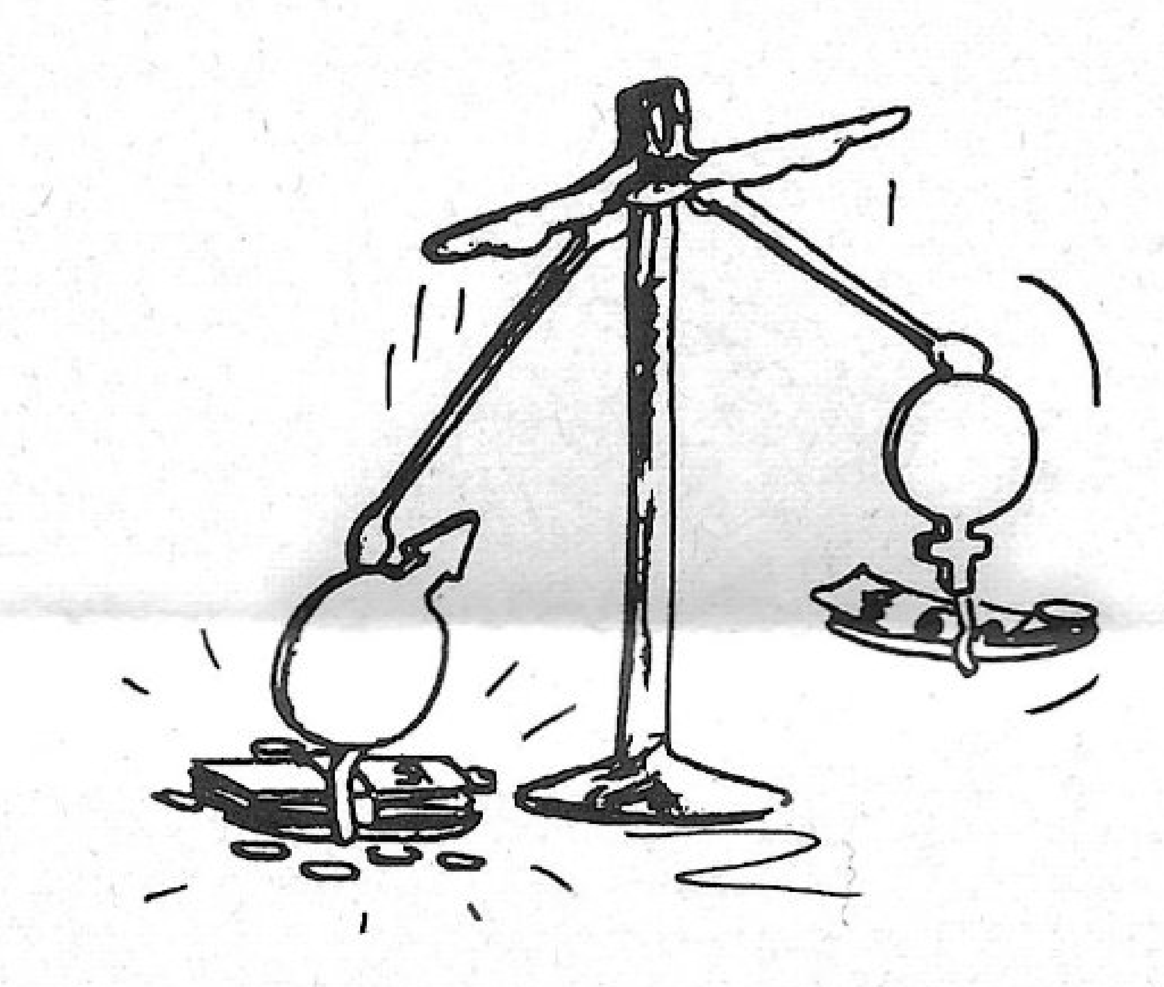
Nous voulons un milieu de travail où la protection de la personnalité soit effectivement garantie.

4. Le monde du travail salarié: une route semée d'embûches

Les femmes travaillent en majorité dans les branches d'activités où les salaires sont les plus bas. Ce n'est pas un hasard: dès la fin de la scolarité obligatoire, les différences de formation apparaissent nettement. Encore maintenant, 16% des jeunes filles ne reçoivent aucune formation. Les apprentissages vers lesquels elles se dirigent traditionnellement (vente, soins corporels, bureau) sont moins longs que ceux des «métiers d'hommes» et débouchent sur des métiers moins payés où les possibilités de perfectionnement et de carrière sont moindres.

Même les jeunes filles qui entreprennent de longues études se dirigent vers des voies moins prestigieuses et demeurent cantonnées dans des postes à moindres responsabilités.

Ce sont les femmes qui interrompent ou restreignent leurs activités professionnelles pour s'occuper des tâches familiales. Puis, coupées du monde professionnel pendant plusieurs années, pénalisées par leur âge, elles ont toutes les peines à se réinsérer.



Nous voulons des possibilités réelles de formation, de perfectionnement, de recyclage et de promotion professionnels.

5. Graves conséquences du travail de nuit et du dimanche

Aujourd'hui, 400 000 personnes travaillent de nuit dans l'industrie et les services et 500 000 le dimanche. Il est reconnu que ces horaires « atypiques » ont des effets nocifs sur la santé et sur la vie personnelle, familiale et sociale des salariées. Les conséquences sont plus lourdes pour les femmes en raison du partage inégalitaire des tâches et des autres discriminations qu'elles subissent.

Nous voulons que la Suisse renonce à dénoncer la Convention 89 interdisant le travail de nuit des femmes dans l'industrie et que cette protection soit étendue aux hommes. Là où le travail de nuit et du dimanche est indispensable pour des raisons sociales, nous demandons de réelles compensations en temps.

6. SOS Crèches !

Elles sont insuffisantes en nombre et leurs prix sont trop élevés. Selon une évaluation émanant du Groupe parents-petite enfance, il manque dans le canton de Genève 3000 places dans les crèches et un très grand nombre dans les autres structures d'accueil.

Nous voulons des lieux d'accueil pour les enfants d'âge préscolaire en nombre suffisant, de qualité et à des prix accessibles.

Nous voulons des horaires scolaires adéquats tenant compte de l'organisation des familles.

7. Sécurité sociale: des discriminations injustifiables !

Mettons fin à la pénalisation des femmes dans les assurances et au niveau des prestations sociales !

Nous voulons la reconnaissance des années consacrées à l'éducation des enfants et à l'aide sociale bénévole (ex. prise en charge des personnes âgées); une rente AVS indépendante de l'état matrimonial; un congé maternité de 16 semaines (payé); un congé parental payé d'une année à choix pour la mère ou pour le père; des allocations pour enfants indépendamment de l'activité professionnelle; la révision du droit fiscal: l'imposition additionnée des revenus des époux conduit à une aggravation de la progression et de la taxation, ce qui n'encourage guère les femmes à exercer une activité professionnelle.

8. Un partage inégal des tâches à la maison

Selon l'Office fédéral de la statistique, une femme mariée travaillant à plein temps est occupée en moyenne 19 heures par semaine aux tâches ménagères. Un homme marié travaillant à plein temps n'y consacre en moyenne que 4 heures par semaine. Pour que la répartition traditionnelle des rôles puisse évoluer et que les coupures entre la vie professionnelle, vie familiale et vie sociale s'estompent :

Nous voulons une transformation importante des mentalités, un temps partiel accessible aux hommes et aux femmes, une réduction générale du temps de travail, un partage équitable des tâches ménagères et familiales.

9. Le mépris et la violence contre les femme: un scandale banalisé

La publicité sexiste, la pornographie, le viol, la violence conjugale, l'inceste constituent l'expression d'une société méprisante et hostile à l'égard des femmes.

Nous voulons une société respectueuse des femmes. A la maison, au travail, dans la rue, les femmes veulent pouvoir vivre sans être exposées aux abus sexuels et à la violence.

Collectif du 14 juin, Genève



INTERTITRES

SELECTION DE LA PRESSE AFRICAINE

N° 1 - Avril 1991 - ISSN 1157-2973


Courrier du Golfe
CONFERENCE NATIONALE
LES REELS AVANTAGES POUR LE TOGO


Sud hebdo
GUERRE DU GOLFE
ÇA Y EST !
L'ACCORD
LE CALME PRECAIRE


FORUM hebdo


MAGOUILLE EN HAUT LIEU
L'AGOUTI
PDCI 2 MILLIARDS D'IMPAYÉS


N'DJAMENA HEBDO
LES VOYANTS SONT AU ROUGE

Editorial

L'important est avant l'événement

L'événement peut tuer l'information et des faits trop voyants cacher la vérité. Comme si elle n'était sensible qu'aux éclairs les plus forts, la presse "internationale", celle des pays du Nord, vient d'administrer la preuve de son impuissance à faire entendre les bruits de fond précurseurs.

Au-delà du paroxysme atteint lors de la guerre du Golfe s'est vue réaffirmée la réalité d'un théorème vieux comme Gütenberg : un fait, vrai ou faux, rapporté par un seul journaliste n'est qu'un fait ; repris par dix autres, il devient un sujet d'actualité ; par cent, il accède au rang d'événement. Tant il est vrai que crier avec les loups est un penchant naturel de l'opinion et de ceux qui la nourrissent.

Alors, peut-être par peur d'être attirés sur ces pentes grisantes, nous avons choisi le hors piste, coureurs de fond là où d'autres doivent piquer un cent mètres.

L'Afrique est depuis quinze ans notre terrain de découvertes. Guerre ou paix, famine ou pas. Riche, elle l'est plus encore que toutes les régions du monde pour ceux qui prennent le temps d'y flâner. Avec l'aide de nos confrères africains, nous avons eu la chance d'en saisir souvent les "événements" infimes, les impressions et les couleurs qui tissent peu à peu la toile de fond de l'actualité. Comment expliquer la crise sénégalo-mauritanienne sans parler des intérêts agricoles dans la vallée du Fleuve ? Comment comprendre le jeu d'Houphouët Boigny sans connaître ses liens historiques avec les planteurs de cacao ?

L'Afrique nous a rappelé que les choses les plus importantes y sont les plus discrètes et que, lorsque l'histoire entre en éruption, ne sont surpris que ceux qui n'écoutaient pas gronder la terre. Ainsi au Mali, un sondage d'opinion réalisé trois mois avant les massacres de fin mars, exprime sans ambiguïté la condamnation du régime de Moussa Traoré et les exigences de démocratie de la population.

En libérant, presque partout, un potentiel journalistique d'une richesse insoupçonnée, l'Afrique nous donne aujourd'hui l'occasion de capter le regard qu'elle porte sur elle-même.

Non seulement il ne se passe pas une semaine sans qu'un nouveau journal se crée mais encore y voit-on jaillir des talents d'investigation, des trésors d'imagination et d'impertinence, un ton qui finit même par gagner la presse "officielle".

Avouons-le, nous avons été si surpris que la plume nous en est tombée des doigts. Ciseaux en mains, nous avons découpé et collé pendant plusieurs mois. Et, finalement, nous avons décidé d'en faire un journal. C'est Intertitres.

Christophe Nalgeon Periscoop

(Dessin Le Cafard Libéré)

Tchad
Révolte à l'horizon

Congo
Les Pygmées quittent la forêt

Sénégal
Les banquiers sauce arachide

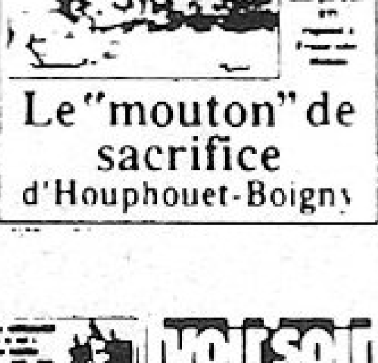
Côte d'Ivoire
Nous ne sommes pas des loubards

Cameroun
Mongo Beti parle

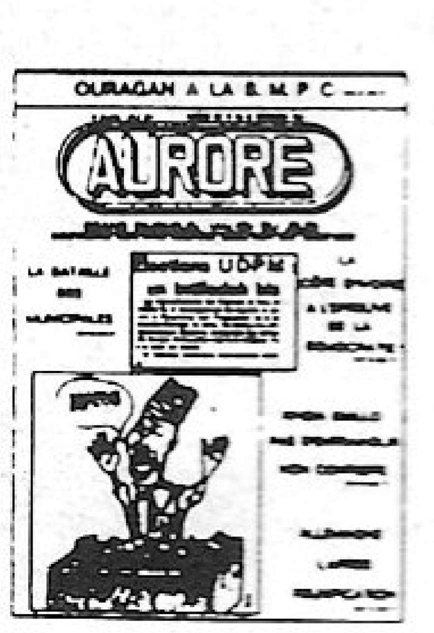
Burkina Faso
Fespaco 91


L'Opinion


Le Cafard Libéré
62 absents pour une session
Pa'Ndaw avale 31 excuses


Le Nouvel Horizon
Le "mouton" de sacrifice d'Houphouet-Boigny


Ivoir'soir
LES MORTS ME TUENT


OURAGAN A LA B.M.P.C.
AURORE



le soleil
L'ARMEE IRAKIENNE QUITTE LE KOWEIT
LA DEBACLE

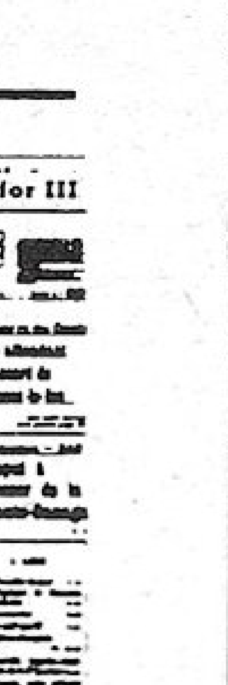

LE BUCHERON
Ecole Polytechnique
Le pouvoir sacrifie la jeunesse



GOLFE
Le "Cartel du Non" fout le camp


LE MESSAGER
L'ONCPB menacé de mort
Contrat de performance ou d'étranglement ?





CAMEROON TRIBUNE
Trois nouveaux partis légalisés
Les précisions du ministre des Finances


LE SIDA FRAPPE
FRAPPE TRES FORT SURTOUT LES JEUNES

La Liberté, 18, 19 et 20 mai 1991

Aide au développement: une arme nouvelle

Les fonds souples

«L'époque de la charité est révolue!» soulignait en octobre le conseiller fédéral René Felber au retour d'un voyage à Madagascar: «Maintenant, il s'agit de mobiliser et de responsabiliser les destinataires de l'aide». Message reçu cinq sur cinq au bout du Léman. Le programme de solidarité soutenu par l'Etat de Genève dans le cadre du 700ᵉ de la Confédération innove résolument: faisons confiance au dynamisme et aux initiatives des gens débrouillards du Sud! Ça s'appelle des «fonds souples», gérés par les bénéficiaires eux-mêmes, au Sénégal oriental. Un projet soutenu par les Jardins de Cocagne, coopérative genevoise de jardinage biologique.

Djembé, près de Bakel, un village au fin fond du pays. Avec leur nouvelle motopompe, 82 femmes n'ont plus besoin de faire une navette de 100 mètres avec une bassine sur la tête pour arroser la terre brûlante. Grâce à l'argent souple genevois, elles ont pu choisir ce qui leur paraissait nécessaire: une formation en maraîchage et des outils. Elles avaient d'abord commencé par leurs propres moyens, avec une cotisation de 25 ct. suisses par mois: de quoi acheter deux rateaux et trois arrosoirs. Aujourd'hui, elles cultivent des légumes sains pour tout le monde, sur 2500 m^2.

Ainsi, on répond rapidement aux initiatives des populations qui veulent s'en sortir. Sans rigidité. Dans le jargon de la coopération, un chèque est souple quand il laisse la décision finale au partenaire du Sud pour répartir les ressources, après discussion avec le donnateur du Nord. Et, surtout, après palabres dans le village concerné.

Ce système évite les longues négociations administratives avec le bailleur de fonds, processus qu'un groupement paysan africain maîtrise mal. Il stimule aussi une dynamique régionale, apprenant aux gens à devenir les gestionnaires de leurs efforts.

«C'est la forme la plus adéquate pour aider les groupes de base», affirme Reto Cadotsch, coordinateur genevois du programme, et jardinier à «Cocagne». Les fonds sont gérés en collaboration avec le Groupe de recherches et de réalisations (GRDR) au Sénégal.

L'argent n'est pas semé à tout vent. Le GRDR chapeaute sur place une commission technique, formée de représentants de trois grandes associations locales. Cette commission étudie, choisit et finance les initiatives qui répondent à un besoin prioritaire dans un village. Le montant maximum par action est de 10 000 francs suisses annuels.

Bien sûr, on ne confie un tel pouvoir de décision qu'à des partenaires connus pour leur sérieux. Les Jardins de Cocagne, membre de la Fédération genevoise de coopération, travaillent depuis 1985 avec ce partenaire sénégalais, qui a lui-même deux ans d'expérience dans l'utilisation des fonds souples. Les conditions pour une coopération d'un nouveau type entre Genève et les paysans du Sud sont donc réunies au Sénégal oriental.

Les fonds souples appuient surtout des petites réalisations agricoles, hydrauliques et artisanales. Un critère incontournable: les destinataires doivent avoir entrepris un développement communautaire. Aide-toi, et le fonds souple t'aidera. Par exemple, les femmes d'un autre village de la région ont obtenu des sous souples pour un stage de perfectionnement en teinture. Parce qu'elles s'étaient déjà organisées pour acheter en gros un stock de tissus.

Ce programme correspond aux nouvelles orientations de la Fédération genevoise de coopération. Travailler plus durablement avec les mêmes groupes locaux, renforcer leur capacité de s'en sortir par eux-mêmes, partenariat plutôt que charité, appuyer des initiatives plutôt que de les susciter, voilà le nouveau credo de la coopération au développement, au diapason avec les autorités fédérales, ce qui n'est pas pour déplaire.

InfoSud/Carlo Santarelli

Le Monde, vendredi 3 mai 1991

ANGOLA

Accord de paix entre le gouvernement et les opposants de l'UNITA

Il aura fallu quinze ans avant qu'un dialogue direct et officiel s'amorce enfin entre les deux «frères ennemis» angolais. Quinze ans de guerre civile et plus de cent mille morts, pour que les représentants du gouvernement de Luanda et les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), dirigée par Jonas Savimbi, acceptent, sur l'invitation de l'ancienne puissance coloniale, de s'asseoir à la même table. Cette première rencontre, organisée les 24 et 25 avril 1990 à Evora, au Portugal, n'avait encore pour seule ambition que de «prendre contact». Personne, à l'époque, n'aurait oser parler de «négociations», tant l'hypothèse d'un cessez-le-feu paraissait chimérique.

S'il est encore trop tôt pour crier tout à fait victoire, on ne peut s'empêcher de penser que l'exemple angolais aura dans une certaine mesure un pouvoir de contagion dans ces autres pays africains ravagés par la guerre civile, que sont le Mozambique, l'Ethiopie, le Soudan ou le Libéria.



Rêve

Un jeune homme entre en rêve dans un magasin.
Derrière le comptoir se tient un ange.

Le jeune homme lui demande:

– « Que vendez-vous ? »

L'ange répond:

– « Tout ce que vous désirez »

Alors le jeune homme commence à énumérer:

– « Si vous vendez tout ce que je désire, alors j'aimerais bien la fin des guerres dans le monde, la fin des bidonvilles en Amérique latine, l'intégration dans la société de tous les marginaux, du travail pour tous les chômeurs, plus d'amour et de vie communautaire dans l'Eglise... ».

L'ange lui coupe la parole:

– « Excusez-moi, Monsieur, vous m'avez mal compris, ici nous ne vendons pas de fruits, nous ne vendons que les graines ! »

Texte proposé pour le dimanche 25 mars par le calendrier de Carême 1990 du conseil Missionnaire ECAAL-ERAL et qui fut le texte d'envoi de l'Assemblée missionnaire régionale de l'ouest au Mans (communiqué par Robert Martel, pasteur)

Post-face du journal « Mission » du 15 mai 1990

La municipalité de Montevideo

Une expérience originale de décentralisation et participation populaire

Lors des élections du mois de novembre 1989, le Front Elargi (qui regroupe les partis de la gauche uruguayenne) a gagné la Mairie de Montevideo. Cette ville, capitale du pays et port historique de la région, concentre la moitié des trois millions d'habitants de l'Uruguay. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, l'administration municipale de la capitale passe aux mains de l'opposition.

Le nouveau maire, Tabaré Vazquez, socialiste, est un médecin réputé, très aimé de la population. Le nouveau programme tourne autour de deux axes: la décentralisation des pouvoirs municipaux et la participation populaire. La grande innovation de cette nouvelle administration est la création de dix- huit centres communaux qui permettent la gestion municipale décentralisée basée sur la participation des organisations sociales des quartiers et des habitants. La droite a immédiatement réagi contre cette nouvelle politique municipale et a empêché sa réalisation pendant un an. Après reformulation du projet, les dix-huit centres communaux ont pu être créés (le dernier vient d'être inauguré le 17 mars de cette année).

L'interview suivante a été réalisée dans le local du Centre communal de la zone no 3, inauguré le 15 octobre 1990, et la personne interviewée est le coordinateur de ce centre communal, Walter Cortazo. Il a passé plusieurs années en prison pendant la dictature militaire (1973-1984). Sa zone regroupe quatre-vingt mille habitants. C'est un quartier de la classe moyenne appauvrie avec septante pourcent de population adulte retraitée. Le personnel administratif du Centre communal est composé d'une assistante sociale, un architecte, un ouvrier et deux inspectrices responsables de recevoir et confirmer les plaintes déposées par les habitants du quartier.

Un foyer pour familles «provisoire» ou quarante-cinq personnes vivent avec un seul robinet d'eau. Ce foyer a été «hérité» de l'administration antérieure, et est en train d'être complètement refait et amélioré. *(photo Daniel Caselli/I.M.M.)*







Une des deux rivières qui parcourent la ville de Montevideo, où la pollution est totale. L'actuelle administration de la municipalité s'est trouvée face à cet immense problème où rien n'a jamais été fait. Rien que l'étude qui se fait actuellement pour bien connaître toutes les causes et comment y remédier prendra un an et demi. *(photo Daniel Caselli/I.M.M.)*

Quel est le pouvoir constitutionnel des mairies en Uruguay?

En Uruguay il y a dix-neuf mairies, et en réalité, dans la constitution, celles-ci ont peu de valeur. Les municipalités dépendent du gouvernement central (du pouvoir exécutif et du Président de la République L.A. Lacalle). Par exemple, quand la mairie de Montevideo, il y a un an, élabore le premier décret de création des dix-huit centres communaux, l'opposition a immédiatement déposé un recours contre ce décret. En effet, la Constitution dit que deux milles signatures de citoyens (dans une ville de un million et demi d'habitants) suffisent pour déposer un recours, ou bien onze députés municipaux sur trente-et-un. Et c'est ce qui s'est passé. Il a fallu reformuler et changer ce projet. Aujourd'hui les coordinateurs des centres communaux n'ont pas le pouvoir qu'ils auraient eu dans la première formulation, où ils dépendaient directement du maire.

Un autre exemple: pour obtenir un prêt international (pour la reconstruction d'égoûts ou des plans d'habitation, par exemple) la mairie dépend du gouvernement central, qui entrave l'obtention de ces prêts.

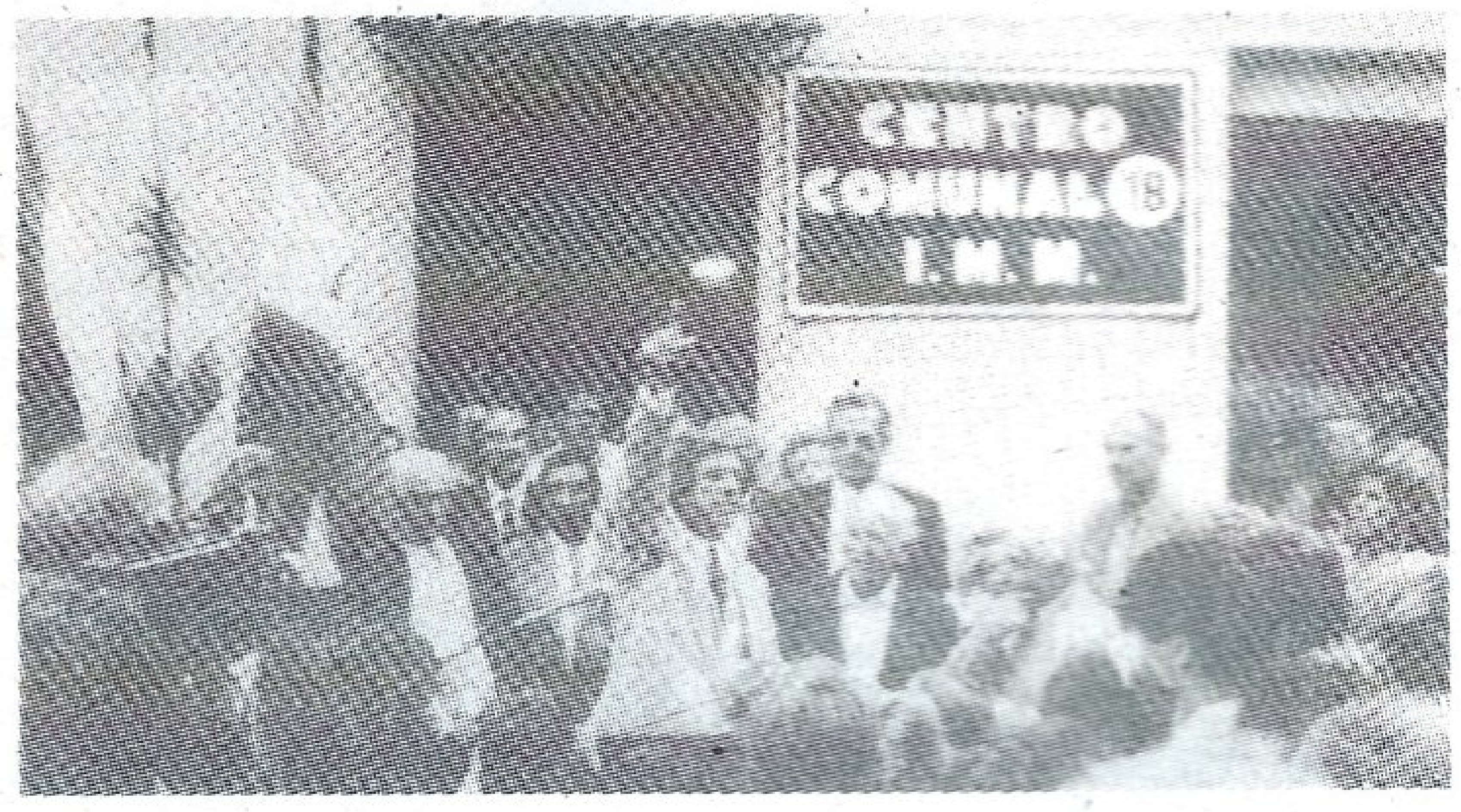
Quelles sont les causes du triomphe du Front Elargi, alors qu'apparemment la gauche recule au niveau mondial?

Avec la dictature, le citoyen uruguayen vit une expérience pratiquement impensable pour notre style de vie. Nous sommes un peuple conservateur en ce qui concerne les formes de vie, et la dictature a rompu la tradition démocratique uruguayenne, cette vie de «maté et tango» comme on dit. Et le retour à la démocratie a généré une expectative très grande, mais qui fut rapidement étouffée par les faits. En effet, la démocratie n'a absolument pas répondu à l'espérance des gens. Avec sa proposition progressiste, surtout avec l'image de ses candidats et de son programme honnête, avec le désir de changement qui régnait (qui s'est exprimé également dans la victoire aux élections présidentielles du Parti National, opposé historiquement au Parti Colorado), et avec le charisme qui s'est rapidement créé autour de la figure de Tabaré azquez, le Front Elargi a pu gagner la Municipalité de Montevideo.

Quel était le programme du Front Elargi avant les élections, et quel est le programme actuel?

Le projet du Front Elargi n'a pas varié. Les grands objectifs sont, fondamentalement, la décentralisation

L'administration, décentralisée, se retrouve au centre des quartiers. *(photo Intendencia Municipal de Montevideo)*



politique de la municipalité, qui implique la participation des citoyens dans tout ce qui concerne sa vie quotidienne, ses intérêts, et la défense de ses propres nécessités.

Dans ce projet, il y a deux aspects: un pôle institutionnel, qui s'appuye sur l'exemple des grandes villes dans le monde, où l'administration centralisée s'avère incapable de répondre aux besoins de millions de personnes. Notre projet est de décentraliser les services, que les habitants des quartiers n'aient plus à s'affronter à un monstre bureaucratisé et corrompu, mais qu'ils puissent récupérer leur identité, comme habitants du quartier, comme «montevideanos». Et cela est le second aspect de notre projet, le pôle social.

Notre objectif est que ce processus de décentralisation et de participation soit irréversible, indépendamment du parti politique qui remportera les prochaines élections en 1995.

Les voisins, partenaires essentiels dans la gestion municipale.
(photo Intendencia Municipal de Montevideo)



Dans quel état avez-vous trouvé la Mairie de Montevideo?
La mairie est un désastre. Elle souffre de la même erreur que toutes les gestions centralisées: par exemple, la mairie est divisée en neuf départements (travaux publics, urbanisation, culture, etc.), mais la vie des gens n'est pas divisée en neuf départements! Tu sors de ta maison, il n'y a pas d'éclairage, le bus arrive en retard, il y a des ordures au coin des rues, tu t'affrontes à un ensemble de choses qui t'agressent. En plus la ville s'est étendue totalement anarchiquement ces dernières décades. Si tu construis un quartier, tu dois penser aux services, bus, installations sanitaires, bref, tout ce qui rend possible la vie des gens. Ce qui en cent ans de mairies «traditionnelles» ne s'est jamais fait. Cela dépendait de la faveur politique, d'une connaissance influente, qu'un quartier ait ou non l'éclairage, des transports, etc.

De plus, la mairie représente pour les gens un mur, avec ses onze mille fonctionnaires qui, en grande majorité ont incorporé les vices de la fainéantise, la négligence et la corruption, rendant inefficace n'importe quel type d'action.

C'est une grande difficulté pour nous de désentraver ce monstre de briques (le bâtiment de plus de vingt étages de la mairie est en briques rouges) pour pouvoir mettre en marche notre programme qui, finalement, se résume à améliorer la qualité de vie des habitants. Et là nous touchons un thème important: nous nous proposons d'améliorer la qualité de la vie, alors que le gouvernement central du Président L.A. Lacalle abaisse les salaires à des niveaux de misère. C'est une contradiction difficile à résoudre pour nous.

En ce qui concerne notre centre communal, lorsque nous sommes arrivés, les habitants sont venus se plaindre parce qu'ils n'avaient pas d'éclairage dans les rues depuis des mois. Nous avons donc sollicité l'intervention du département d'œuvres et services, division éclairage. Le résultat est que les habitants nous disent qu'ils ont finalement dû «graisser la patte» à des fonctionnaires municipaux pour recevoir la lumière... Nous voulons éliminer cette corruption.

Qu'est-ce qui a pu être fait cette année?
L'an dernier, nous avons combiné une stratégie d'approche et d'entrée en relation avec la population. Mais nous avons laissé de côté la résolution concrète des demandes des gens. Demandes qu'il est possible de satisfaire.

Les habitants réclament de l'éclairage, d'avoir un quartier propre, que les rues soient praticables et que les espaces verts et les places publiques soient agréables. C'est la responsabilité de la municipalité, les gens paient avec les impôts municipaux pour ces services.

Pour cette année nous avons comme objectif fondamental la décentralisation réelle de ces services dans toute la ville, car si nous continuons de dépendre de l'administration centrale de la mairie, nous n'avons aucune possibilité que cela s'accomplisse.

Et les habitants, les gens du quartier, quelle est leur participation?
Il faut distinguer la quantité de la qualité. La quantité de gens qui a participé dans les comités de quartier était, dans un premier temps, spectaculaire dans notre zone. Septante à quatre-vingts personnes se réunissaient par comité de quartier (actuellement il y en a quinze), alors qu'il n'y en existait aucun avant les élections. Mais peu à peu ce chiffre a diminué car les demandes n'étaient pas tout de suite satisfaites.

Aujourd'hui il y a dix-huit à vingt personnes par comité qui se réunissent chaque semaine. Mais nous pensons que l'aspect qualitatif surtout est important.

Fondamentalement en ce qui concerne la représentativité: ces comités devraient être représentatifs des nécessités et intérêts du quartier; la démocratie: les pluralismes politique, religieux et ethnique devraient être absolument respectés; et enfin l'autonomie: les comités ne devraient pas être dépendants du centre communal et ne pas travailler seulement en fonction du centre communal.

Aujourd'hui, quelles sont les réactions, les opinions des habitants de ta zone?
Aujourd'hui se réunit l'assemblée générale de tous les comités de quartier de la 3e zone, qui se réalise mensuellement. Là, les habitants expriment leur opinion et critiquent fortement la municipalité en ce qui concerne les services. Mais nous avons eu quelques bons résultats. Par exemple, dans notre zone, nous avons réussi à organiser avec les habitants la première foire artisanale du quartier, ce qui ne s'était jamais fait en dehors des endroits traditionnels (Centre-ville et quartiers riches), avec les artisans de la zone. Nous avons également réalisé une journée de peintures murales faites par les enfants (80 murs peints en même temps dans toute la capitale), et nous avons fait une exposition archéographique.

Les travaux d'entretien du réseau urbain furent permanents, touchant autant les grandes artères que les voies périphériques.
(photo Intendencia Municipal de Montevideo)



Et toi Walter, quel est ton rôle comme coordinateur de zone?
Notre rôle, pour les dix-huit coordinateurs de la ville, est politique, bien que nous soyons fonctionnaires de la municipalité. Les gens nous voient comme des personnes de confiance du maire. L'Uruguayen a tendance à s'adresser au responsable hiérarchique, ce qui est un risque pour nous si nous commettons l'erreur d'en faire un abus de pouvoir. Mais si nous savons l'utiliser, cela peut nous permettre d'entrer en relation avec la population. La réponse des gens fut bonne, mais ce qui se dit souvent, et qui est symptomatique, c'est que «avec le centre communal on n'a pas de problème, mais avec la mairie oui...». Ou bien encore «Tabaré (le maire) veut, mais on ne le laisse pas faire». C'est dangereux car avec le temps, ils ne vont approuver ni le maire ni le centre communal. Ces habitants qui appartiennent à différents partis (National, Colorados, Nuevo Espacio) se sont rapprochés de nous, et participent dans les comités de quartier. Avec l'assistante sociale, nous allons aux réunions seulement quand ils nous invitent, afin de ne pas créer dans les comités de dépendance ni de paternalisme. Nous voulons rompre avec la relation hiérarchique. Mais comment transférer le pouvoir? C'est une grande question... La tendance des habitants est de se reposer sur le responsable hiérarchique, mais nous savons qu'ils peuvent décider et faire eux-mêmes, sans l'intervention de personne.

Pour terminer, penses-tu que pour cette expérience que vit Montevideo la solidarité internationale est nécessaire?
Oui. Maintenant par exemple, dans le quartier, nous travaillons dans un projet de santé avec des médecins qui ont travaillé à Cuba sur le thème de médecine et famille. Il y a également un groupe des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens (UCJG) qui va développer avec nous un travail sur les femmes et les jeunes, et aussi, avec l'Université Catholique, nous allons réaliser un programme sur le troisième âge.

Mais nous pensons que l'appui international est important. Pas tant dans les grands investissements, mais dans des actions coordonnées entre la mairie, le centre communal, les habitants des quartiers, les techniciens, pour qu'elles aboutissent rapidement à des résultats. Par exemple, les personnes âgées, qui représentent septante pourcent des adultes de la population de la zone, nécessiteraient une infrastructure minimale qui leur permette de dépasser cette terrible solitude dans laquelle elles vivent, qu'elles puissent jouer, danser, se divertir...

Ce qui est clair c'est que nous ne voulons pas d'«assistantialisme». Nous voulons susciter la participation et la cogestion. Nous devons être très attentifs afin que les projets répondent aux nécessités réelles, sinon nous risquons d'hypothéquer notre projet final, à savoir que cette société se «décompresse» et construise sa propre forme de participation.

Récemment deux Français sont venus étudier le thème du recyclage des vieilles maisons. Il y a en effet de nombreuses vieilles maisons à partir desquelles il serait possible de faire trois ou quatre habitations, type micro-coopérative d'habitation. Peut-être cette ONG française va appuyer un programme de coordination du recyclage de maisons.

Mais en général, ce ne sont pas les grands investissements qui sont nécessaires en ce moment, mais la possibilité d'obtenir rapidement des résultats dans l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

Montevideo mars 1991
Interview réalisée par Liliane Fazan et Daniel Caselli.





Départ

Le 22 mai 1991, **Cristiana Gaxotte-Perrot**, psychothérapeute, de Recife (Brésil) et Suissesse par mariage, membre du groupe FSF-Fribourg, a rejoint Nova Friburgo au Brésil, avec ses trois enfants Hélio, Raissa et Raphaël.

Elle se joindra à une équipe pluri-disciplinaire d'animation populaire et sera chargée plus particulièrement d'un appui éducationnel.

Retour

Alain Delétroz, spécialisé en théologie, le 30 avril 1991. C'est à Coaza (Pérou), dès 1987, qu'Alain s'est engagé dans l'accompagnement de la communauté chrétienne et particulièrement des jeunes, ainsi que dans tout un travail de valorisation de la culture populaire et de la langue kechua.

Décès

Monsieur **Alberto Ferrari**, le 27 avril 1991, père de Sergio Ferrari, apartado ACS 106, Ciudad Sandino, Managua, volontaire FSF au Nicaragua.

Naissance

Amandine, le 24 mai 1991, au foyer de **Véronique et Philippe Cuerel**, c/o André Bacher, rte de Cossonay 5, 1303 Penthaz.

Camille est parti

L'événement, ce fut le départ de Camille Carron, volontaire de Frères sans Frontières. Douloureux pour moi, car nos échanges sur tant de sujets locaux et universels m'apportaient beaucoup. Parler de développement, d'écologie, d'agriculture, de politique entre un agriculteur valaisan et un citadin genevois serait déjà passionnant en Suisse; mais ici, confrontés à l'urgence et devant proposer des orientations concrètes et immédiates aux paysans de la Selva, ces échanges se doublaient d'une foi commune en ce peuple, et soudaient une solide amitié. Merci, Camille, pour m'avoir fait découvrir dans la pratique ce que j'entrevoyais depuis mon bureau.
Le projet PEASAGRO est donc géré maintenant par un homologue péruvien, Armando. La volonté y est, et le désir de faire au mieux, même si la notion de salaire et de hiérarchie reste la (légitime) priorité. L'équipe péruvienne doit maintenant continuer. C'est vrai que c'est l'aventure... On verra.

Avec mon amitié de toujours.

P. Xavier Arbex – Mazuko (Pérou)
Tiré de Carabaya Pérou – Bulletin de l'Association, N° 68, avril 1991

Echos du terrain

Volontaire FSF depuis 1983, au Nordeste brésilien dès 1987, **Jacqueline Bornand** partage la condition des familles «sans-terre» massées dans une immense favella de Salvador do Bahia (Brésil).





Centre national de la femme ouvrière

Un nouveau projet va commencer ce mois de juin au Nicaragua. Il s'agit du «Centre National de la Femme Ouvrière» qui a pour but de garantir une assistance sanitaire aux femmes qui travaillent dans les industries de Managua, ainsi que d'améliorer leurs conditions sociales féminines au travers de l'éducation familiale.



En particulier seront développés les programmes suivants:

- Assistance gynécologique et obstétrique



- Cours d'éducation sexuelle et de planification familiale
- Un laboratoire d'analyses médicales
- Assistance juridique dans le domaine du travail



Ce projet a une durée de trois ans et prévoit une extension à d'autres régions du pays.

Son démarrage a été possible grâce à la participation d'organisations internationales, mais il devient de plus en plus important de garantir des soutiens ponctuels afin de pouvoir contribuer à solutionner les différents problèmes rencontrés avec son développement.

Pour d'éventuels renseignements ou donations s'adresser à:

Secrétariat GVOM
ou Antonella Borsari,
Vicolo Serenella,
6833 Vacallo,
Tessin, Tél. 091 / 43 70 25

Des rencontres précieuses et intéressantes

En activité depuis six mois, j'ai enfin pu trouver une «fenêtre» pour me rendre en Allemagne à notre Secrétariat international du 14 au 17 mai, puis aux Pays-Bas à notre Assemblée des délégués jusqu'au 20 mai.



Nubia Borda.

Visite au Secrétariat international d'Eiréné

Entre Koblenz et Bonn, Neuwied est une ville de 60000 habitants réputée depuis deux siècles pour sa tolérance religieuse. Le siège international d'Eiréné situé dans d'anciens locaux de l'Eglise morave y trouve sa place naturellement. A gauche de la porte d'entrée, le Bureau des PBI (Brigades de paix internationales) – SERPAJ (Service paix et justice), à droite un Magasin du monde l'encadrent parfaitement. L'équipe d'une bonne douzaine de personnes qui y travaille s'affaire ou prie au rez-de-chaussée, se restaure ou loge en partie au premier étage, tandis que deux familles de collaborateurs vivent au second. Les habitants de ces lieux sont à la fois disponibles et actifs, sans stress apparent... et pourtant les hôtes de passage sont nombreux. Merci de l'accueil!

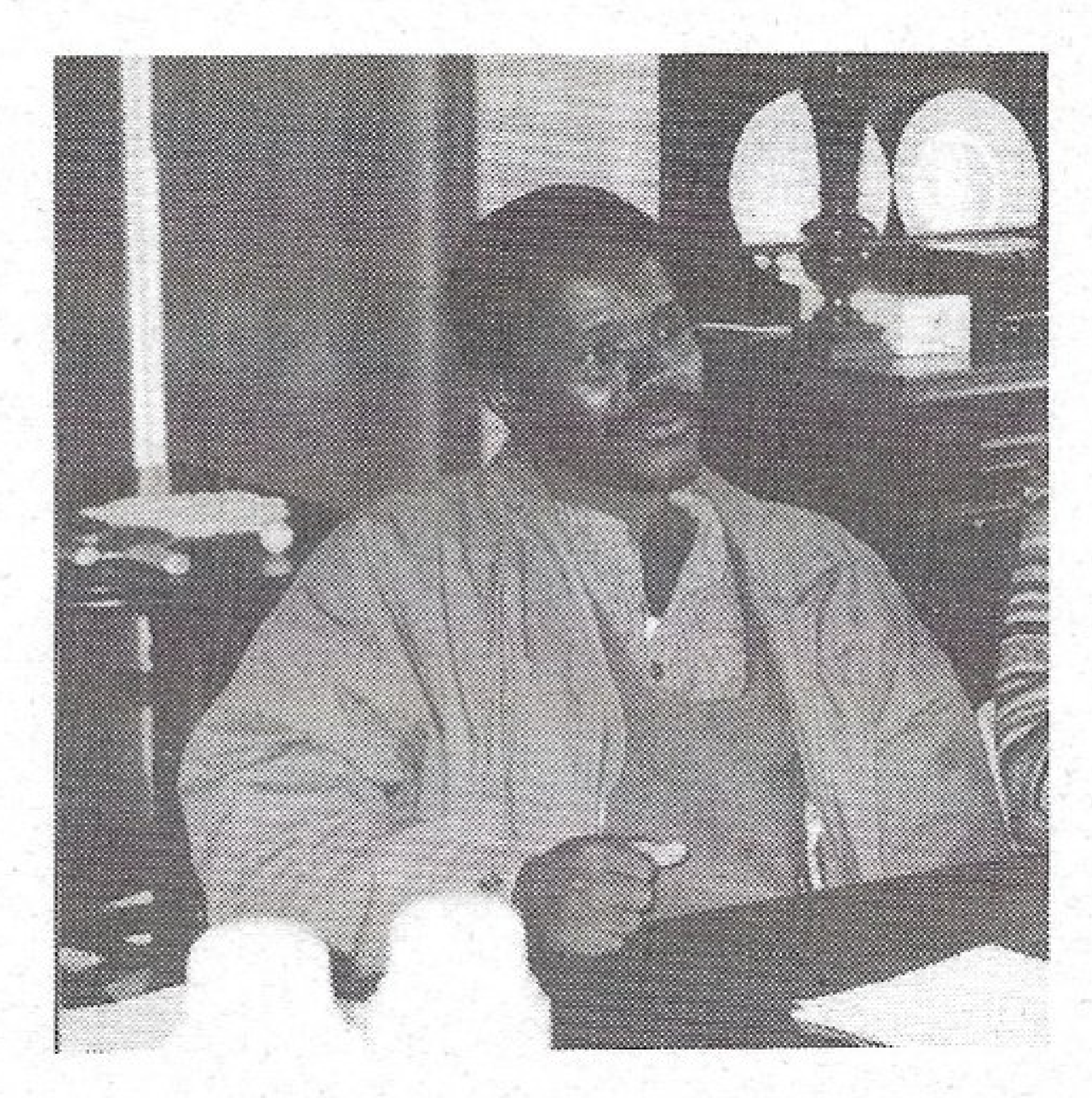
Assemblée des délégués et rencontre internationale de Pentecôte

Réunis dans un Centre de rencontres près de Venlo aux Pays-Bas, nous étions environ cent trente personnes à débattre et à vivre des relations islamo-chrétiennes.

Alors que nous nous attendions à un débat théologique, un imam palestinien vivant en Hollande nous dit sa tristesse et son amertume d'aumônier des prisons devant la détresse de ses correligionnaires dans ce pays: ceux-ci représentent deux pourcent de la population globale, mais vingt-trois pourcent des prisonniers, ils n'occupent que des emplois subalternes, perdent pour les quatre-vingt pourcent d'entre-eux leur foi alors que les autorités civiles ou religieuses du pays ne leur ouvrent pas leurs locaux pour permettre l'enseignement de l'islam...

Dépassant l'hypothèse manichéenne «si le Christ est la vérité, l'islam est donc l'erreur», notre réflexion s'est tournée vers une attitude plus complémentariste pouvant accepter une part des inspirations coraniques, en admettant que l'action de l'Esprit n'est pas *a priori* limitée aux chrétiens. Le dialogue peut ainsi s'instaurer non seulement avec tout homme, mais avec les religions du Livre, judaïsme et islam.

Un aspect important de cette rencontre fut la présence de trois de nos collaborateurs étrangers que

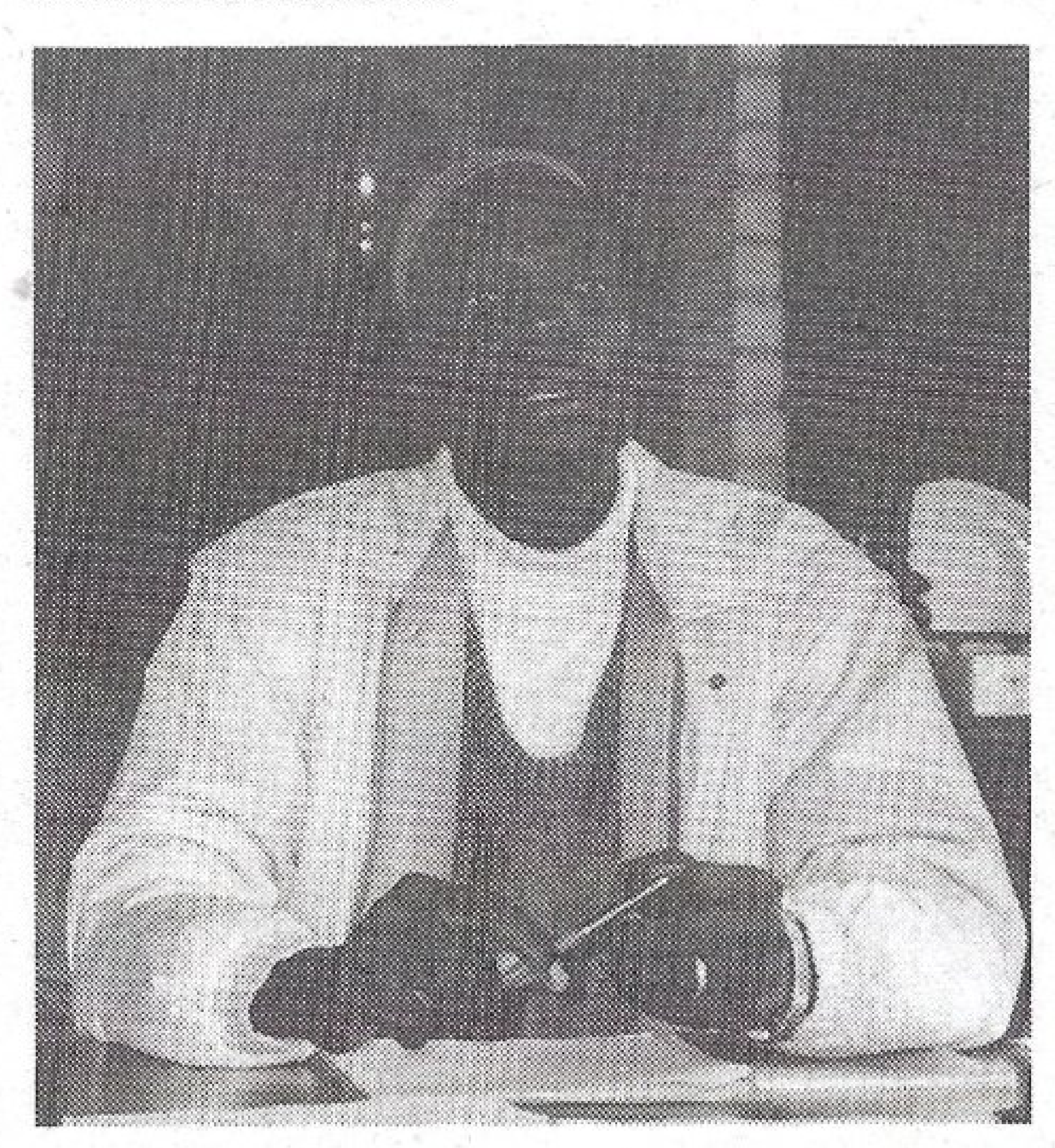


Maoualé Mbaiodji.

nous avons eu le plaisir de rencontrer: du Tchad, Maoualé Mbaiodji (chrétien) et Adama Hamadou (musulman) fort surpris de l'existence de tensions entre chrétiens et musulmans en Hollande; du Nicaragua, Nubia Borda qui nous a exprimé l'importance de notre soutien dans la situation incertaine et difficile de son pays aujourd'hui. Nubia nous a d'ailleurs accompagnés pour une brève tournée en Suisse.

Jean-Denis Renaud
Photos: Jean-Denis Renaud

Adama Hamadou.



N.B. Nos postes de coordinateurs au Maroc et au Niger sont encore à pourvoir. Se renseigner à notre adresse au dos d'Interrogation.



Cinq ans après... Les démunis restent notre boussole

La nouvelle est tombée brusquement. De Somotillo, presque à la frontière du Honduras, l'appel téléphonique a résonné, secouant la crédulité illuminée par l'aube de ce lundi 17 février 1986.

La contre-révolution, armée et financée par le centre même du pouvoir nord- américain, et moteur d'une guerre qui s'est soldée, en dix ans, par plus de cinquante mille victimes et par des pertes dépassant les dix-sept mille millions de dollars..., elle qui a brisé les milliers de rêves individuels et collectifs d'un peuple décidé, depuis 1979, à emprunter un chemin différent en Amérique latine..., c'est elle qui venait d'assassiner Maurice et quatre paysannes nicaraguayennes.

Derrière l'embuscade, une nouvelle mine «Claymore», fabriquée aux Etats- Unis... La même ombre de mort et de destruction qu'assumaient chaque jour, avec un stoïcisme héroïque, des milliers de Nicaraguayens, et qu'ont franchie, non moins héroïquement, une dizaine d'internationalistes, arrosant de leur sang les sillons du maïs et du café.

La boussole de l'engagement

Cinq ans après, avec un pays différent... avec des dizaines de conquêtes sociales qui reculent sous la poussée du gouvernement «néo-libéral» de Violeta Chamorro (un drame calqué sur tout le continent et le tiers monde que frappe un premier monde toujours plus puissant) – beaucoup, à un moment ou l'autre, se posent la question: «Tout cela a-t-il eu un sens?»

«L'aube redevient une tentation», se disent des milliers de paysans: sans crédits, avec des centres de santé fermés ou dépourvus de médicaments, avec des enfants assis par terre et essayant d'épeler l'alphabet, ils commencent à parcourir, lentement, par les sentiers de la mémoire, ce qui s'était construit un temps, comme un rêve gigantesque, entre lacs et volcans.

«L'aube n'a jamais cessé d'être une tentation», réfléchissent les travailleurs de la ville, les étudiants d'université ou les petits artisans; jour après jour, entre la fatigue d'une guerre refaite en sens inverse et les mains vides à cause de la pauvreté, ils parcourent, comme des petites fourmis patientes, les rues laborieuses d'un pays qui continue à s'interroger sur son avenir.

Certains l'appellent «mémoire collective» des peuples; d'autres «expérience irréversible du vécu»... Les plus sceptiques, «passé enrichi par la renaissance de la souveraineté nationale»...

Les habitants des quartiers pauvres de Managua, ceux des zones d'habitat spontané de la capitale, ou ceux des régions oubliées de l'intérieur parlent de la «croisade d'alphabétisation», de «quand nous avions des médicaments gratuits ou les céréales de base assurées» ou encore de «quand nous nous y mettions tous pour nettoyer la communauté, pour vacciner les enfants ou travailler volontairement des journées extras afin que la production ne baisse pas».

Et dans cette mémoire, restée vive chez les plus humbles, active chez les plus démunis, ressuscitée chez ceux qui, aujourd'hui, n'ont pas de terres ou continents à les réclamer, il n'y a pas de place pour le doute. **Le sacrifice individuel, le dévouement collectif, n'ont jamais perdu leur sens!**

Le naufrage de la désespérance

Le Nicaragua est aujourd'hui un pays aux réalités diverses. Tout le monde bénéficie de la fin de la guerre, cette fin construite laborieusement par le sandinisme depuis Contadora (1983), Manzanillo (dialogue bilatéral avec les Etats-Unis en 1985), Esquipulas (1987) et Sapoà.

Mais la misère s'accroît, et ce sont surtout ceux d'en bas qui en souffrent, ceux qui pensent que l'»hier» – notion relative, qui s'arrête au 25 février 1990 – ne peut pas être noyé.

L'espérance – bien que pour certains ce soit moins vrai qu'avant – ne se négocie pas. C'est la désespérance qui fait naufrage. Catégorie propre à l'illusionnisme de ceux qui, riches ou pauvres, natifs ou



étrangers, résidents ou gens de passage, ont cédé en Amérique, comme au temps de Colon, devant les mirages d'un «progrès» rachitique.

Une embarcation a coulé dans la mer... Mais le soleil continue de briller.

Le Nicaragua – volcans, lacs, force tropicale, solidarité internationale, questions-doutes-autocritiques et futur – continue en outre à **Etre soleil.**

Groupe FSF Managua
Nicaragua, avril 1991

Lavalas, L'avalanche...

Réalités haïtiennes

En tant que volontaires suisses en Haïti, il nous paraît important d'apporter notre perception de la réalité haïtienne à ce moment charnière de l'histoire de ce pays. Ces quelques lignes n'engagent que nous-mêmes, signataires ci-dessous.

«Lavalas» signifie en créole «forte pluie qui emporte tout sur son passage (l'avalanche)» aussi bien que le simple processus de mobilisation des organisations populaires et de la société civile haïtiennes qui désirent construire une nouvelle société de «justice, transparence et participation» (slogan du mouvement lavalas). La victoire du Président Aristide peut être comprise comme la première révolution non armée de l'histoire. Cette révolution se caractérise par la promotion des actions politiques de la société civile sans recourir aux armes pour provoquer le changement, l'instauration de la démocratie dans tous les secteurs de l'existence. «En Haïti, la démocratie signifie justice» souligne Aristide durant son discours d'investiture, le 7 février dernier.

Le phénomène «Lavalas» est un des résultats des luttes qui, dès le départ de Jean-Claude Duvalier, se sont concentrées autour de l'extirpation du macoutisme du corps social haïtien. C'est une vague de fond de la mobilisation populaire autour de quelques consignes consensuelles créant un sentiment d'unanimité. Cette unanimité témoigne d'une volonté de construction nationale. Les Haïtiens veulent être considérés comme des citoyens à part entière d'une même action engagée dans une aventure de constitution d'une identité nationale. Le peuple revendique la propriété de la Nation dont l'Etat s'était arrogé la paternité.

L'échec de la classe politique traditionnelle qui a déployé des stratégies souvent confuses, réalisant plusieurs alliances avec le camp macoute, peut s'expliquer par la position résolue d'un rejet unanime des formes de dominations macoutes. Les alliances ou louvoiement avec ce que les gens considèrent comme le principal ennemi à éliminer a entraîné l'échec stratégique de nombreux groupes politiques.

La victoire du 16 décembre 1990 de Jean-Bertrand Aristide, élu démocratiquement, est une étape décisive dans la constitution des secteurs populaires. C'est une mobilisation nettement victorieuse, un succès obtenu dans des conditions totalement adverses.

L'ensemble des secteurs populaires s'identifie à quelqu'un qui parle leur langage, qui s'est battu à leurs côtés en maintes occasions périlleuses.

C'est le mouvement populaire qui est en train de construire une nouvelle dignité et identité nationale. La victoire du 16 décembre 1990 est la victoire de ce mouvement qui s'est affirmé au prix d'un ensemble de luttes coûteuses et douloureuses. La lutte pour la destruction de l'Etat duvalérien ne fait que commencer.

Cependant, ce gouvernement est fragile et doit faire face à des menaces tant externes qu'internes.

Aristide n'était pas, à la veille du 16 décembre dernier, le président espéré de l'administration Bush. Dans un éditorial du «Washington Times» du mois de février, son rédacteur

présente Aristide comme un gauchiste, révolutionnaire, castriste, despote, tyrannique et appelle le gouvernement américain à l'embargo économique, la France et le Vénézuela à suspendre leur relations de coopération, d'isoler le Père Aristide en attendant que le nouveau gouvernement d'Haïti fasse ses preuves en matière de démocratie, les Etats-Unis ne devant pas répéter l'erreur faite au Nicaragua.

A la phrase de l'ambassadeur nord-américain en Haïti «Après le bal, les tambours sont lourds», Aristide répond: «Nos propres mains jointes porteront dorénavant les tambours».

La grande misère du pays, l'analphabétisme, le désastre écologique, la souffrance du peuple, de graves difficultés énergétiques et économiques, le manque d'expérience du nouveau gouvernement sont autant d'entraves pour garantir la construction du processus démocratique en Haïti.

Enfin, la capacité de reconstruction d'Haïti et de la construction du processus démocratique reposent aussi sur le potentiel économique, politique, moral, de la diaspora et sur la solidarité internationale.

Les faits suivants permettent de caractériser plus concrètement la dynamique de changement en Haïti depuis le 7 février 1991.

Justice:
– Plusieurs macoutes et zenglendos (bandits armés) ont été arrêtés, ce qui a fait diminuer l'insécurité. Leurs jugements ont commencé et plusieurs personnes ont déjà été condamnées.

– Le projet de séparation de l'armée et de la police.

Administration:
– Des assainissements profonds ont été réalisés dans l'administration publique et dans l'armée. (Aristide a demandé la mise à la retraite de

Le Village, peinture de André Normil, collection Issa el Saieh, Port-au- Prince, Haïti



plusieurs hauts-gradés compromis dans l'ancien régime).

Salaires:
– Des négociations sont en cours afin de réduire l'écart entre les salaires.

Transparence:
– Le gouvernement tient le peuple au courant de ses démarches et activités. Il annonce régulièrement les sommes qu'il reçoit et les projets qui seront financés par cet argent.

Soutien du peuple au gouvernement
– Il se manifeste entre autres par une récolte de fonds organisée dans toutes les régions du pays, et particulièrement dans la diaspora, pour soutenir le gouvernement et la mission d'alphabétisation.

– La vigilance et la mobilisation du peuple restent très présentes; il réagit fortement à tous les événements politiques et économiques.

Mais ce processus est très fragile:

Faiblesse du gouvernement:
– Son manque d'expérience politique a pour conséquences des actions maladroites.

– Le programme gouvernemental n'est pas clairement défini dans certains domaines.

– La cœxistence est difficile entre les anciens et les nouveaux fonctionnaires au sein des administrations, freinant les prises de décisions.

– Il y a le risque que le gouvernement procède à des actions rapides, insuffisamment réfléchies, ne faisant pas assez participer la population.

– La mobilisation du peuple est très grande, mais l'organisation est insuffisante, ce qui cause des dérapages incontrôlés qui peuvent être utilisés contre le gouvernement. (ex.: exaspération des commerçants à cause des pillages de magasins par le peuple.) On pourrait comprendre les «déchoucages» et les actes de violence comme des actions orientées contre les objets symboles du pouvoir urbain (magasins, véhicules, maisons), modèle de consommation dont les masses des bidonvilles sont exclues.

– Beaucoup de faits sont perçus par la grande majorité de la population comme des actes visant à la destabilisation du gouvernement (ex.: Coupures d'électricité prolongées dans plusieurs villes du pays – Incendie d'une maternité et d'un marché importants de Port-au-Prince).

En guise de conclusion...

La démocratie issue du 7 février 1991 ne peut se permettre d'échouer, car alors le retour en arrière serait effroyable. Nous n'avons pas d'autre choix que de travailler à la réussite du changement. Toutefois, il faut être conscient que les dangers sont nombreux. Nous ne sommes pas à l'abri d'un coup d'Etat.

En Haïti, à l'heure actuelle tout n'est pas noir, de même que tout n'est pas blanc. Il faut savoir mettre des nuances par souci de vérité. Quand on parle d'Haïti en Suisse, n'a-t-on pas parfois tendance à décrire tout en noir ou tout en blanc?

Le climat politique actuel est extrêmement favorable au travail des ONG et des mouvements populaires en Haïti. Des actions de coordination débutent.

La Suisse doit soutenir davantage les ONG et les mouvements populaires qui travaillent à un réel changement et permettent l'éclosion de la pluralité et de la diversité.

La Suisse doit se désolidariser des éventuelles actions internationales visant à boycotter financièrement le gouvernement haïtien.

Dès que le gouvernement haïtien aura des plans d'action précis à présenter, la Suisse devra agir rapidement pour soutenir financièrement ces plans.

Volontaires engagés sur le terrain et vivant près de la réalité haïtienne, nous sommes à la disposition de celles et de ceux qui veulent nous contacter.

Amitiés à toutes et à tous.

Martine François,
Marie-Pascale et Maurice Clerc,
Anne et Georges Emery,
Marion et Philippe Jaquet,
Marianne et Philippe Jenni

DIS!... TU M'ÉCOUTES?



Zone du Palacio Legislativo. (Mur en face de la Faculté de chimie)



Gamins en train de peindre une peinture murale des 80 peintes la même journée dans la ville de Montevideo.

En novembre 1990, quatre-vingts peintures murales ont été réalisées par les enfants de Montevideo lors d'une journée spéciale organisée par la municipalité. Des groupes ont été organisés dans chaque quartier, et avec la coordination d'artistes de la ville. Ce sont les enfants qui ont choisi les thèmes et couleurs de leurs fresques!

(Photos Daniel Caselli)

Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 26
CH-1700 Fribourg 2
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

JAB

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle